



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 40

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Bernard Birsinger.

M. Bernard Birsinger. Ma question s'adresse au ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

Nous sommes le 7 octobre. Des milliers de jeunes lycéens sont encore sans affectation scolaire, ils sont 400 dans la Seine-Saint-Denis.

M. François Vannson. Scandaleux !

M. Bernard Birsinger. D'année en année, nous voyons ce chiffre grimper et c'est bien évidemment là aussi l'une des conséquences de la politique menée par la droite ces dernières années. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. François Vannson. Quatorze ans de socialisme !

M. Bernard Birsinger. Je veux être l'interprète du désarroi de ces jeunes et parfois aussi de leur révolte d'être ballottés d'un endroit à l'autre avant de trouver une place pour étudier, d'être en permanence dans une course d'obstacles.

Monsieur le ministre, vous avez affirmé la nécessité pour ce gouvernement d'avoir comme priorité l'éducation nationale. Vous avez affirmé également que, dans les zones les plus difficiles, il fallait des moyens plus importants et j'apprécie qu'en Seine-Saint-Denis de premiers efforts aient été fournis dans ce sens.

M. André Santini. Parole, parole !

M. Bernard Birsinger. Cela dit, nous sommes loin du compte et il y a ce problème urgent, compliqué, qu'il faut régler au plus vite pour ces jeunes.

Nous avons envoyé un message important au pays, à sa jeunesse, en décidant avec notre majorité d'adopter un premier projet de loi en faveur de l'emploi des jeunes.

Ces jeunes aujourd'hui ne comprendraient pas qu'on ne prenne pas toutes les dispositions pour pouvoir enfin leur trouver la place à laquelle ils aspirent.

Monsieur le ministre, ma question est simple: quelles dispositions comptez-vous prendre...

M. François Vannson. Aucune !

M. Bernard Birsinger. ... pour qu'enfin des jeunes qui ont le droit au redoublement puissent redoubler, pour que des jeunes de moins de seize ans puissent avoir une affectation scolaire, pour que le dispositif MIGEN soit effectivement mis en place très rapidement, pour qu'enfin, d'une façon plus générale, on crée des places supplémentaires en enseignement technique et en enseignement professionnel, notamment dans des sections qui aujourd'hui n'ont plus de place, alors qu'elles sont très demandées - je pense à des BEP d'action commerciale, à des BEP sanitaire et social, à des premières d'adaptation, à des BTS d'action commerciale. Il y a nécessité de créer des sections pour que ces jeunes trouvent une place le plus rapidement possible. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. Lucien Degauchy. Là non plus les promesses ne sont pas tenues !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Monsieur le député, il est parfaitement exact qu'en dépit de l'effort considérable qui vient d'être fait, puisque nous disposerons cette

année de 360 000 heures de plus d'enseignement, des dysfonctionnements demeurent. Mais le problème est plus profond que cela en ce qui concerne un certain nombre de zones difficiles de la région parisienne qui, depuis des années, ont été négligées. C'est pourquoi le Gouvernement a décidé de créer une mission pour la Seine-Saint-Denis (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.) avec des moyens supplémentaires pour résoudre ces problèmes. Cette mission sera animée par le recteur Fortier. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Birsinger](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (5^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 40

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : éducation nationale, recherche et technologie

Ministère attributaire : éducation nationale, recherche et technologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 octobre 1997, page 3676

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 octobre 1997